

Committee of Experts on Combating Technology-facilitated violence against women and girls (GEC/PC-eVIO)

Report of the 1st meeting

1. Opening of the meeting and adoption of the agenda

The Committee of Experts on Combating Technology-facilitated violence against women and girls (GEC/PC-eVIO) held its first meeting in person in Strasbourg on 1-2 October 2024.

Opening remarks were delivered by Hanne JUNCHER, Director of Security, Integrity and Rule of Law, and Jeroen SCHOKKENBROEK, Director of Equal Rights and Dignity.

The Co-Secretaries to the Committee of Experts assumed the role of Chair with the agreement of the committee pending the election of the Chair.

The agenda of the meeting was adopted unanimously and appears in Appendix 1.

2. Information by the Secretariat – Terms of reference, information on elections and appointments and working methods

The Secretariat to the GEC/PC-eVIO introduced the terms of reference of the Committee, its main deliverable and working methods as well as the expected timeline. The Secretariat noted that, in accordance with the mandate of the Committee, its objective is to draft a Recommendation on combating technology-facilitated violence against women and girls, and to submit it for approval by the two responsible steering committees, the Gender Equality Commission (GEC) and the European Committee on Crime Problems (CDPC) by the end of 2025.

3. « Tour de table »

The members of the GEC/PC-eVIO introduced themselves and indicated their expectations for the work of the committee. The list of participants is contained in Appendix 2.

Comité d'expert-es sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie (GEC/PC-eVIO)

Rapport de la 1^{ère} réunion

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le Comité d'expert-es sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie (GEC/PC eVIO) tient sa première réunion à Strasbourg les 1^{er} et 2 octobre 2024.

La réunion est ouverte par Hanne JUNCHER, Directrice de la sécurité, de l'intégrité et de l'Etat de droit, et Jeroen SCHOKKENBROEK, Directeur de l'égalité en droits et en dignité.

Les co-secrétaires du Comité d'expert-es assument la présidence avec l'accord du Comité dans l'attente de l'élection du ou de la président-e.

L'ordre du jour de la réunion est adopté à l'unanimité et figure à l'annexe 1.

2. Informations par le Secrétariat – Mandat, informations sur les élections et nominations, et méthodes de travail

Le Secrétariat du GEC/PC-eVIO présente le mandat du comité, son principal livrable et méthodes de travail, ainsi que le calendrier prévu. Le Secrétariat indique que, conformément au mandat du Comité, son objectif est de préparer une recommandation sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie et de la soumettre à l'approbation des deux comités directeurs responsables, la Commission pour l'égalité de genre (GEC) et le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) avant la fin 2025.

3. Tour de table

Les membres du GEC/PC-eVIO se présentent et font part de leurs attentes au sujet des travaux du comité. La liste de participant-es figure à l'annexe 2.

4. Elections

The Committee elected by acclamation:

- Venus MAHMOOD (Finland) as Chair,
- Tryggvi HALLGRIMSSON (Iceland) as Vice-Chair.

5. Presentation of GREVIO General Recommendation No 1 on the digital dimension of violence against women

The participants took note of the presentation given by María Rún BJARNADÓTTIR, member of GREVIO (Iceland) and Director for Internet Safety at the National Commissioner for Police.

6. Promising practices

Some participants shared examples of promising practices from their national systems under agenda item 7

7. Discussion paper on Combating Technology-facilitated Violence against Women and Girls - Main issues and guidance for the draft Recommendation

The Committee held an exchange of views on the approach to take for the preparation of a first draft of the Recommendation, based on the discussion paper prepared by Kim BARKER.

Participants discussed the main elements included in the discussion paper.

Participants agreed that the draft Recommendation should be consistent with GREVIO Recommendation No.1 on the digital dimension of violence against women, and, where relevant, take inspiration from standards of other international organisations. The Committee underlined the importance of ensuring that the draft Recommendation build upon the contents of the GREVIO General Recommendation No.1.

The Committee also discussed several aspects related to:

- The harmonisation of definitions and terminology of technology-facilitated violence against women and girls and the inclusion of definitions in the explanatory memorandum;
- The importance of ensuring access to justice of victims, including by facilitating reporting, and avoiding victim blaming;

4. Élections

Le Comité élit par acclamation :

- Venus MAHMOOD (Finlande) en tant que présidente ;
- Tryggvi HALLGRIMSSON (Islande) en tant que vice-président.

5. Présentation de la Recommandation générale n°1 du GREVIO sur la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes

Les participant-es prennent note de la présentation de Maria Rún BJARNADÓTTIR, membre du GREVIO (Islande) et Directrice pour la Sécurité de l'Internet, Commissaire nationale de la Police.

6. Pratiques prometteuses

Certain-es participant-es partagent des exemples de pratiques prometteuses issus de leurs systèmes nationaux, lors de la discussion sur le point 7 de l'agenda.

7. Document de discussion sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie - Questions principales et orientation pour le projet de recommandation

Le Comité tient un échange de vues sur l'approche à suivre pour la préparation d'un premier projet de recommandation, sur la base du document de discussion préparé par Kim BARKER.

Les participant-es discutent des principaux éléments du document de discussion.

Les participant-es conviennent que le projet de recommandation doit être cohérent avec la Recommandation générale du GREVIO de la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes, et le cas échéant, de s'inspirer de standards émanant d'autres organisations internationales. Le Comité souligne l'importance de s'assurer que le projet de recommandation s'appuie sur le contenu de la Recommandation générale n° 1 du GREVIO.

Le Comité discute également de plusieurs aspects liés à :

- L'harmonisation des définitions et de la terminologie de la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie et l'inclusion de définitions dans le rapport explicatif ;
- L'importance de garantir l'accès à la justice des victimes, notamment en facilitant le signalement des faits, et de ne pas culpabiliser les victimes ;

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - The criminalisation of acts of TFVAWG and the need to ensure that the draft Recommendation is not rendered outdated by emerging and future technologies (adopting a technology-neutral language); - The need to focus on addressing harmful behaviours and how technologies are used, rather than the technologies themselves; - The need to tackle the issue also from the angle of civil law, alongside criminal law; - Mainstreaming the consequences of violence on victims and survivors, including intimate partner violence and domestic violence, throughout the draft Recommendation, including the notion of digital trauma; - Considering using the legal concept of aggravating circumstances to take into account the severity of the harm suffered by victims; - Reflecting on the terminology to be used to refer to victims/ survivors/ “targets” of violence; - Taking into account the different aspects of violence against different groups of women and girls; - The opportunity of addressing issues related to prevention of TFVAWG, as part of combating it; - Acknowledging that some forms of TFVAWG do not necessarily target specific individuals but can impact any woman or girl exposed to it; - Addressing legislative and regulatory gaps at domestic level in relation to, among others, image-based and non image-based forms of violence, including with regard to harmful content that is not illegal; - Ensuring accountability of digital platforms and reinforcing their obligations; - Adopting a holistic approach to tackling offline and online violence against women and girls; - Taking into account existing legal frameworks, including the following Council of Europe | <ul style="list-style-type: none"> - La criminalisation des actes de violence à l’égard des femmes et des filles facilitée par la technologie et la nécessité de veiller à ce que le projet de recommandation ne soit pas rendu obsolète par les technologies émergentes et futures (adoption d’un langage neutre sur le plan technologique) ; - La nécessité de se concentrer sur les comportements préjudiciables et la manière dont les technologies sont utilisées, plutôt que sur les technologies elles-mêmes ; - La nécessité d’aborder la question sous l’angle du droit civil, parallèlement au droit pénal ; - Intégrer les conséquences de la violence sur les victimes et survivant-es, y compris la violence conjugale et la violence domestique, dans l’ensemble du projet de recommandation, y compris la notion de traumatisme numérique ; - Envisager d’utiliser le concept juridique de circonstances aggravantes afin de prendre en compte la gravité du dommage subi par les victimes ; - Mener une réflexion sur la terminologie à employer pour qualifier les victimes/ survivant-es/ « cibles » de la violence ; - Prendre en compte les différents aspects de la violence à l’égard des différents groupes de femmes et de filles ; - L’opportunité de traiter les questions liées à la prévention de la violence à l’égard des femmes et des filles facilitée par la technologie dans le cadre de la lutte contre cette violence ; - Reconnaître que certaines formes de violence à l’égard des femmes et des filles facilitée par la technologie ne ciblent pas nécessairement des individus en particulier, mais peuvent avoir un impact sur toute femme ou jeune fille qui y serait exposée ; - Comblent les lacunes législatives et réglementaires au niveau national concernant, entre autres, les formes de violence fondées ou non sur l’image, y compris s’agissant des contenus préjudiciables qui ne sont pas illégaux ; - Assurer que les plateformes numériques soient obligées de rendre des comptes et renforcer leurs obligations ; - Adopter une approche globale pour lutter contre la violence en ligne et hors ligne à l’égard des femmes et des filles ; - Prendre en compte les cadres juridiques existants, notamment les instruments du Conseil |
|--|--|

instruments: the Istanbul Convention, the Budapest Convention, the Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters and the Lanzarote Convention, and complementing them in order to build a comprehensive set of measures.

8. Timeline for further action

The Committee decided that, based on the discussion paper and the ensuing discussions, the Secretariat will prepare the first draft of the Recommendation for discussion at the second meeting.

The Committee was invited to share with the Secretariat, by 9 October 2024, any further general comments and specific examples – including of good practices - to inform the drafting process.

The participants were also invited to share, by 9 October, any proposals they may have regarding the profile of the sixth expert who is yet to be appointed.

9. Any other business

None.

10. Dates and place of the next meeting

The GEC/PC-eVIO decided to hold its next meeting on 22-23 January 2025 in Strasbourg.

de l'Europe suivants : la Convention d'Istanbul, la Convention de Budapest et la Convention de Lanzarote, et les compléter afin d'élaborer un ensemble complet de mesures.

8. Calendrier des activités futures

Le Comité décide que, sur la base du document de discussion et des discussions qui en ont résulté, le Secrétariat préparera le premier projet de recommandation afin qu'il soit discuté lors de sa deuxième réunion.

Le Comité est invité, d'ici le 9 octobre 2024, à faire part au Secrétariat de tout commentaire général additionnel et de tout exemple spécifique – y compris les bonnes pratiques - qui serait utile au processus de rédaction.

Les participant-es ont également été invités à partager, d'ici le 9 octobre 2024, toute proposition qu'ils et elles pourraient avoir concernant le profil de ou de la sixième expert-e qui n'a pas encore été nommé-e.

9. Questions diverses

Néant.

10. Dates et lieu de la prochaine réunion

Le GEC/PC-eVIO décide de tenir sa prochaine réunion les 22 et 23 janvier 2025 à Strasbourg.

Appendix I

AGENDA AND ORDER OF BUSINESS

1. Opening of the meeting by the Secretariat and welcoming remarks by Hanne JUNCHER, Director of Security, Integrity and Rule of Law and Jeroen SCHOKKENBROEK, Director of Equal Rights and Dignity
2. Adoption of the agenda and order of business
3. Information by the Secretariat – Terms of Reference - Information on the aims and working methods of the Committee of Experts on Artificial Intelligence, Equality and Discrimination
4. Tour de Table
5. Elections
6. Presentation by GREVIO of its General Recommendation No.1 on the digital dimension of violence against women
7. Presentation of good practices
8. Discussion paper on Combating Technology-facilitated Violence against Women and Girls - main issues and guidance for the draft recommendation – approach and guidance
9. Discussion of the timeline for the GEC/OC-eVIO (2024-2025)
10. Adoption of abridged report and any other business

Annexe I**ORDRE DU JOUR ET ORDRE DES TRAVAUX**

1. Ouverture de la réunion par le Secrétariat et allocution de bienvenue de la Directrice de la sécurité, de l'intégrité et de l'Etat de droit, Hanne JUNCHER et du Directeur de l'égalité en droits et en dignité, Jeroen SCHOKKENBROEK
2. Adoption de l'ordre du jour et l'ordre des travaux
3. Informations par le Secrétariat – Mandat - Objectifs et les méthodes de travail du Comité d'expert-es sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination
4. Tour de table
5. Élections
6. Présentation par Maria Rún Bjarnadóttir, membre du GREVIO et Directrice pour la Sécurité de l'Internet, Commissaire nationale de la Police d'Islande des travaux existants du Conseil de l'Europe pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie
7. Présentation de pratiques prometteuses
8. Document de discussion – questions principales et orientation
9. Discussion sur le calendrier des travaux du GEC/PC-eVIO (2024-2025)
10. Adoption du rapport abrégé et questions diverses

Appendix / Annexe II
List of Participants / Liste des participant-es
1st Meeting / 1ère réunion
20-21 February / février 2024

COMMITTEE MEMBERS	MEMBRES DU COMITÉ
Representatives of the member States	Représentant-es des États membres
BELGIUM	BELGIQUE
Ellen DE PAUW confirmed Policy Officer gender-based violence and criminologist (appointed by GEC)	Ellen DE PAUW confirmée Chargée de mission violence fondée sur le genre et criminologue (désignée par la GEC)
FINLAND	FINLANDE
Venus MAHMOOD confirmed Senior ministerial adviser on legislative affairs Ministry of Justice of Finland (appointed by CDPC)	Venus MAHMOOD confirmée Conseillère principale sur les affaires juridiques, Ministère de la Justice de Finland (désignée par le CDPC)
ICELAND confirmed	ISLANDE
Tryggvi HALLGRIMSSON Special Adviser Directorate of Equality Prime Minister's Office (GEC member)	Tryggvi HALLGRIMSSON (Membre de la GEC); confirmé Conseiller spécial Direction de l'égalité Bureau du Premier Ministre (désigné par la GEC)
ITALY	ITALIE
Beatrice Simona GIUNTI confirmed Deputy Public Prosecutor attached to the Court of Florence (appointed by CDPC)	Beatrice Simona GIUNTI confirmée Procureure publique déléguée attachée à la Cour de Florence (désignée par le CDPC)
NORWAY	NORVÈGE
Taran KNUDSTAD confirmed online Senior Policy Adviser Norwegian Equality and Anti-Discrimination Ombud (appointed by CDPC)	Taran KNUDSTAD confirmée en ligne Conseillère politique principale Médiatrice norvégienne sur l'Égalité et l'Anti-discrimination (désigné par le CDPC)
PORTUGAL	PORTUGAL
Rita BASÍLIO DE SIMÕES confirmed Assistant Professor, Faculty of Arts and Humanities of the University of Coimbra (FLUC) Department of Philosophy, Communication and Information (appointed by GEC)	Rita BASÍLIO DE SIMÕES confirmée Professeure adjointe, Faculté des Arts et des Sciences Humaines, Université de Coimbra (FLUC) Département de Philosophie, Communication and Information (désignée par la GEC)
SPAIN	ESPAGNE
Sandra LOPEZ GARCIA confirmed Technical Adviser Government Delegation against Gender Violence Ministry of Equality (appointed by GEC)	Sandra LOPEZ GARCIA confirmée Conseillère technique Délégation du gouvernement contre la violence fondée sur le genre, Ministère de l'Égalité (désignée par la GEC)
ÜRKIYE confirmed	TÜRKIYE confirmé

Onur DINÇER (GEC member)
General Directorate on the Status of Women
Ministry of Family, Labour and Social Affairs
Ankara (appointed by GEC)

Güllü Zeynep KARATAŞ
Expert on Family and Social Services

Onur DINÇER (Membre de la GEC)
Direction générale sur le Statut de la femme, Ministère
de la Famille, du Travail et des Affaires Sociales
(désigné par la GEC)

Güllü Zeynep KARATAŞ
Experte en matière de services sociaux et familiaux

UNITED KINGDOM **confirmed**

David WRIGHT
CEO of SWGfL and Child Online Protection Expert
at UN ITU (appointed by CDPC)

Republic of MOLDOVA

Valeria BUSUIOC **confirmed**
Consultant for Strategic Partnerships and
Institutional Visibility
National Agency for the Prevention and Combating
of Violence against Women and Domestic Violence
of the Republic of Moldova (delegated by PR)

ROMANIA

Ramona MIHAILA **confirmed**
Head of State Secretary's cabinet
National Agency for Equal Opportunities between
Women and Men- ANES (delegated by PR)

ROYAUME-UNI **confirmé**

David WRIGHT
Président de SWGfL et Expert dans la protection des
enfants en ligne au UIT UN (désigné par le CDPC)

République de MOLDOVA

Valeria BUSUIOC **confirmée**
Consultante en partenariats stratégiques et visibilité
institutionnelle
Agence nationale pour la prévention et la lutte contre la
violence à l'égard des femmes et la violence domestique
de la République de Moldavie

ROUMANIE

Ramona MIHAILA **confirmée**
Cheffe du Cabinet du Secrétaire d'Etat
Agence Nationale pour l'Egalité des Chances entre les
Femmes et les Hommes- ANES

Independent experts appointed by
the Council of Europe

Expert-es indépendant-es désigné-es
par le Conseil de l'Europe

Kim BARKER **confirmed**
Professor of Law, University of Lincoln, United
Kingdom

Olga JURASZ **confirmed online**
Professor of Law, Open University Law School
Director Centre for Protecting Women Online,
United Kingdom

Clare McGLYNN **confirmed**
Professor of Law, KC (Hon), Durham University,
United Kingdom

Elina NIKULAINEN **confirmed**
Gender equality and inclusion expert

Ask Hesby KROGH **confirmed**
CEO at Digital Accountability, Denmark

Kim BARKER **confirmée**
Professeure de droit, Université de Lincoln, Royaume-
Uni

Olga JURASZ **confirmée en ligne**
Professeure de droit, Faculté de Droit, Ecole de droit
Open University
Directrice du Centre pour la protection des femmes en
ligne, Royaume-Uni

Clare McGLYNN **confirmée**
Professeure de droit, KC (Hon), Université de Durham,
Royaume-Uni

Elina NIKULAINEN **confirmée**
Experte sur l'égalité de genre et l'inclusion

Ask Hesby KROGH **confirmé**
Président de Digital Accountability, Danemark

Participants		Participant-es	
Parliamentary Assembly of the Council of Europe Committee on Equality and Non-Discrimination Secretariat		Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Commission sur l'égalité et sur la non-discrimination Secrétariat	
Carolina LASÉN DIAZ Secretary to the Committee	confirmed	Carolina LASÉN DIAZ Secrétaire de la Commission	confirmée
Louise MORLON Junior Project Officer	confirmed	Louise MORLON Responsable de projet	confirmée
European Court of Human Rights Bianca BOJI-TAHVANAINEN Registrar and Deputy Registrar-UNIT ROU	confirmed	Cour européenne des droits de l'homme ; Bianca BOJI-TAHVANAINEN Greffière et Greffière Adjointe-UNIT ROU	confirmée
Commissioner for Human Rights of the Council of Europe Katharina KIRCHBERGER Division III, Adviser	confirmed	Commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe Katharina KIRCHBERGER Division III, Conseillère	confirmée
Group of Experts on Action against Violence against Women and Domestic Violence (GREVIO)		Groupe d'expert-es sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO)	
Maria RÚN BJARNADÓTTIR Director for Internet Safety, National Commissioner for Police, Iceland (GREVIO Substitute member)	confirmed	Maria RÚN BJARNADÓTTIR Directrice pour la Sécurité de l'Internet, Commissaire nationale de la Police (Islande)	confirmée
Johanna NELLES Head of Division, Violence against Women (GREVIO) Division	confirmed	Johanna NELLES Cheffe de Division, Division Violence à l'égard des femmes (GREVIO)	confirmée
Elif SARIAYDIN Administrator, Violence against Women (GREVIO) Division	confirmed	Elif SARIAYDIN Administratrice, Division Violence à l'égard des femmes (GREVIO)	confirmée
Committee of the Parties to the Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee)		Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote)	
Ana GUERREIRO Secretariat	confirmed	Ana GUERREIRO Secrétariat	confirmée
Giorgi JOKHATZE Programme manager, Directorate General Human Rights and Rule of Law, Cybercrime	confirmed	Giorgi JOKHATZE Responsable du programme, Direction générale droits humains et Etat de droit, Cybercriminalité	confirmé
Jan KRALIC Programme manager, Directorate General Human Rights and Rule of Law, Cybercrime	confirmed	Jan KARLIC Responsable du programme, Direction générale droits humains et Etat de droit, Cybercriminalité	confirmé
Advisory Council on Youth (CCJ) Anna KNOBOUT Bureau member	confirmed	Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ) Anna KNOBOUT Membre du Bureau	confirmée

EIGE
Janine McGINN **confirmed**
 Project Manager at European Institute for Gender Equality
 Cyber-violence against women and girls research

EIGE
Janine McGINN **confirmée**
 Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes
 Cheffe de projet de recherche sur la cyberviolence à l'égard des femmes et des filles auprès d'EIGE

Other international organisations, including Organisation for Security and Co-operation in Europe/Office for Democratic Institutions and Human Rights (OSCE/ODIHR), United Nations (including UN Women, United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)), Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)

Autres organisations internationales, y compris l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe/Bureau des Institutions démocratiques et des droits de l'homme (OSCE/BIDDH), les Nations Unies (y compris ONU Femmes, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme (HCDH)), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

OSCE
Elmaja BAVCIC **confirmed online**
 Adviser on Gender Equality
 Gender Issues Programme, OSG | osce.org

OSCE
Elmaja BAVCIC **confirmée en ligne**
 Conseillère sur l'égalité de genre
 Programme sur les questions de genre, OSG | osce.org

OECD **confirmed**
Pinar GUVEN
 Policy Analyst, Public Governance Directorate

OCDE **confirmée**
Pinar GUVEN
 Analyste politique, Direction de la gouvernance publique

UN Women
Yolanda IRIARTE **confirmed online**
 Regional Programme Manager/ EAW Programme Specialist

UN Women
Yolanda IRIARTE **confirmée en ligne**
 Responsable du programme régional/Specialiste du programme EAW

Observers

Observateurs

European Women's Lobby (EWL)
Veronica ZABOIA **confirmed online**
 Policy and Campaigns officer

Lobby Européen des femmes (EWL)
Veronica ZABOIA **confirmée en ligne**
 Chargée de mission et de campagne

EL*C
Ilaria TODDE **confirmed**
 Advocacy Director
Aida YANCY **confirmed**
 Advocacy officer

EL*C
Ilaria TODDE **confirmée**
 Directrice du plaidoyer
Aida YANCY **confirmée**
 Responsable du plaidoyer

Interpreters

Interprètes

Gillian WAKENHUT
 Sara WEBSTER

Gillian WAKENHUT
 Sara WEBSTER

Secretariat

Secrétariat

Directorate General of Democracy and Human Dignity, DGII, Directorate of Equal Rights and Dignity / Direction générale de la Démocratie et de la dignité humaine, DGII, Direction de l'égalité en droits et en dignité

Jeroen SCHOKKENBROEK

Director of Equal Rights and Dignity

Caterina BOLOGNESE

Head, Gender Equality Division,
Co-Secretary of the GEC/PC-eVIO

Yanna PARNIN

Head of Policy Unit, Gender Equality Division,
de genre, Secretary of the Gender Equality Commission

Cécile GRÉBOVAL

Programme Manager, Senior Gender Equality Advisor,
matière

Gender Equality Division

Valérie POPPE

Co-Secretary of the Gender Equality Commission
genre Gender Equality Division

Flurina FREI

Gender Equality Policy Advisor, Gender Equality
Division

Roza CSEBY

Project assistant, Gender Equality Division

Felicia COJOCARU

Administrative Assistant, Gender Equality Division
genre

Evrydiki TSELIU

Administrative Assistant, Gender Equality Division
genre

Jeroen SCHOKKENBROEK

Directeur de l'égalité en droits et en dignité

Caterina BOLOGNESE

Cheffe de Division de l'égalité de genre
Co-Secrétaire du GEC/PC-eVIO

Yanna PARNIN

Cheffe d'Unité des politiques, Division de l'égalité
Secrétaire de la Commission pour l'égalité de genre

Cécile GRÉBOVAL

Responsable de programme, Conseillère en
d'égalité de genre, Division de l'égalité de genre

d'égalité de genre, Division de l'égalité de genre

Valérie POPPE

Co-Secrétaire de la Commission pour l'égalité de
Division de l'égalité de genre

Flurina FREI

Conseillère en matière d'égalité de genre,
Division de l'égalité de genre

Roza CSEBY

Assistante de projet, Division de l'égalité de genre

Felicia COJOCARU

Assistante administrative, Division de l'égalité de

Evrydiki TSELIU

Assistante administrative, Division de l'égalité de

Directorate General Human Rights and Rule of Law, DGI, Directorate of Security, Integrity and Rule of Law/ Direction générale droits humains et Etat de droit, DGI, Direction de la sécurité, de l'intégrité et de l'État de droit

Hanne JUNCHER

Director of Security, Integrity and Rule of Law

Eva PASTRANA

Head of Criminal Law Division (CDPC)

Co-Secretary of the GEC/PC-eVIO

Lucy ANCELIN

Administrative Assistant,
Counter-terrorism division (CDCT)

Claire ROBINS

Administrative Assistant,
Counter-terrorism division (CDCT)

Hanne JUNCHER

Directrice de la Sécurité, de l'Intégrité et de l'Etat
de droit

Eva PASTRANA

Cheffe de la Division sur le droit pénal (CDPC)

Co-Secrétaire du GEC/PC-eVIO

Lucy ANCELIN

Assistante administrative,
Lutte contre le terrorisme (CDCT)

Claire ROBINS

Assistante administrative,
Lutte contre le terrorisme (CDCT)

Directorate General Human Rights and Rule of Law, DG1, Cybercrime Division / Direction générale droits humains et Etat de droit, DGI, Division Cybercriminalité

Jan KRÁLIK

Programme manager

Giorgi JOKHADZE

Project manager

Jan KRÁLIK

Chef de programme

Giorgi JOKHADZE

Chef de projet